



Le service national universel (SNU)

Par Philippe MOUNIER et Christian CHAUVET

Plan

Introduction.

1. Historique du service militaire.
2. Visions d'Emmanuel Macron
(Le candidat, le Président de la République).
3. Que pensent les politiques ?
(Sénateurs - Députés - Gouvernement).
4. Nos humbles propositions.

Conclusion.

Introduction.

- Passionné par les questions d'éducation à la citoyenneté et à la Défense, un groupe de travail du comité Aunis-Saintonge de l'Association Régionale Poitou-Charentes (AR-18) de l'Union des Associations de l'IHEDN, sous la direction du général (2s) Mounier, a étudié ce sujet en **2016/2017**. Se situant dans le cadre des réflexions présentes et futures sur le service national, il a alors rédigé un mémoire portant sur un service civique rénové et universel. Il est disponible le **24 septembre 2017**.
- Lors de la cérémonie de remise des calots au 3^o régiment du SMV de La Rochelle, le **27 octobre 2017**, ces travaux ont été présentés de façon informelle par le général Mounier au SGA et au DSNJ.
- Une note de synthèse de quatre pages est ajoutée au document initial qui est transmis par voie électronique au ministère des Armées le **27 novembre 2017**.
- Ce document finalisé est toujours en cours d'approbation par les instances parisiennes de l'Union-IHEDN en vue d'un portage officiel au plus haut niveau de l'État et auprès des acteurs impliqués.
- Cependant, une diffusion régionale est autorisée le **11 décembre 2017**.

1. Historique du service militaire.

© Michel Goya

11. Avant 1905 : Le tirage au sort.

- Les « *mauvais numéros* » venaient de la « *France d'en bas* ».
- Ils étaient peu éduqués et par principe peu motivés pour faire une carrière militaire de trois à sept ans selon les époques.
- On considérait donc qu'on ne pouvait en faire « *quelque chose* » qu'en les « ***dressant*** » (*le terme est d'époque*) longuement et en les surveillant constamment.
- Ce n'était pas sans vertu. On ne va pas ensemble au combat sans un minimum de confiance en soi, de cohésion et d'esprit de corps.
- Les troupes de semi-professionnels du Second Empire se sont souvent battues avec un grand courage mais ce n'était pas suffisant.

12. Le service universel et obligatoire en 1905.

- C'est ainsi que l'on est arrivé au **service universel et obligatoire en 1905**, avec cette correspondance entre citoyens d'alors (*sans les femmes et les militaires, à qui le droit de vote est enlevé jusqu'en 1945*) et défenseurs de la Patrie.
- On s'est trouvé ainsi avec un système qui combinait les avantages du système antique **citoyen = défenseur**, c'est-à-dire principalement la masse à bas coût, et du système professionnel avec une force permanente d'active constituée de soldats qui effectuent deux (*puis trois à partir de 1913*) ans de service, durée jugée (*largement à tort mais c'est un héritage de l'époque du dressage*) minimale pour former un combattant acceptable.

13. Développement de l'antimilitarisme.

- Il ne faut pas imaginer que tout cela s'est imposé facilement, ni que cela a réussi parfaitement. C'est plutôt l'antimilitarisme qui s'est développé à l'époque de la mise en place du service universel d'autant plus que celui-ci coïncidait avec l'emploi des forces armées dans des missions de sécurité intérieure (*il est vrai surtout des missions de répression*).
- Des gens qui pouvaient publier vivaient désormais dans les casernes et y ont décrit un univers entre celui prôné par le capitaine Lyautey dans son « *rôle social de l'officier* » et celui du soldat « *juste milieu entre l'homme et la chose* ».
- Pour autant la chose était globalement acceptée, et de plus en plus avec le temps, car il y avait une menace majeure à nos frontières. Le mal était considéré comme nécessaire.

14. En 1965, le service national.

- Innovation majeure, la notion de service est élargie et celui-ci devient « *national* », incluant le service militaire mais aussi désormais la coopération, l'aide technique dans les DOM-TOM, puis dans la gendarmerie, la police nationale et la sécurité civile.
- Autrement dit, la notion de service à la nation ne passe plus par le seul service des armes mais par celui de l'État. On a commencé à déconnecter ainsi la notion de service de celle de réponse à une menace militaire.
- Dans les faits, cet élargissement existe aussi parce que la composante « *capital* » des armées prend le dessus sur le « *travail* » et qu'on ne sait plus très bien dans les corps de troupe quoi faire de 400 000 jeunes hommes.
- Le service militaire n'est pas non plus extraordinairement populaire à l'époque : « ***Les armes c'est mal, le patriotisme c'est ringard, on a autre chose à faire, etc.*** »
- Beaucoup, dont des défenseurs actuels du SNU, s'efforcent d'y échapper ou tout au moins d'en effectuer un le moins pénible possible.

2. Visions d'Emmanuel Macron.

21. Le candidat. Discours de campagne.

Instauration d'un « **service militaire universel** »

- « *Chaque jeune Français ira ainsi à la rencontre de ses concitoyens, fera l'expérience de la mixité sociale et de la cohésion républicaine durant un mois* », avait alors fait valoir M. Macron, pour qui ce service militaire universel devait permettre aussi de disposer d'un « *réservoir mobilisable complémentaire de la Garde nationale* », en cas de crise et de « **renforcer le lien 'armée nation'** ».

21. Le candidat. Discours de campagne (suite).

- Le « [...] *service national de durée courte* [« un mois »], *obligatoire et universel* » s'adressera « *aux jeunes femmes et hommes aptes de toute une classe d'âge – soit environ 600 000 jeunes par an* », « *dans les trois ans suivant le dix-huitième anniversaire de chacun* », et devrait être « *encadré par les armées et la gendarmerie nationale* ».
- « *Ce projet a bien sûr un coût significatif et je l'assumerai. ...* ».
- Il a été « *estimé à un ordre de grandeur de 2 à 3 milliards d'euros par an en régime de croisière* ».

22. Le Président de la République.

Les contours du service national universel.

- Le Président de la République a annoncé, en janvier 2018, avoir chargé un groupe de travail d'entamer « *des travaux de préfiguration et rendre ses conclusions en avril* ».
- Le service national universel « *sera mené à son terme, il entrera à bon port, il sera conduit par l'ensemble des ministères concernés, et pas simplement par le ministère des Armées* ».
- « *Il ne s'agit pas de réinventer le service militaire* », mais de donner « *à la jeunesse de France des causes à défendre, des combats à mener dans les domaines sociaux, environnemental, culturel* »,
- Ce projet « *aura un financement ad hoc, qui ne viendra en rien empiéter sur la loi de programmation militaire* » pour 2019-2025.
- « *Beaucoup disent que c'est impossible à faire. Mais, rassurez-vous, je suis depuis bien longtemps habitué à ces débuts de discussion. Cela forge plutôt en moi la conviction que c'est une nécessité de le faire* ».

3. Que pensent les Politiques ?

31. Que pensent les Sénateurs ?

- Le problème est loin de ne se résumer qu'à une **équation budgétaire**, comme le souligne d'ailleurs le rapport qui vient d'être rendu à Édouard Philippe.
- Il soulève aussi d'importants **risques juridiques** et serait une source majeure de **désorganisation** de multiples services, ne serait-ce que pour le simple encadrement des recrues.
- Il ajouterait au **fardeau de l'Armée** en lui imposant un rôle d'éducateur citoyen qu'elle n'a pas vocation à assurer seule.

Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, Sénatrice.

32. Que pensent les Députés ?

Pas de service militaire obligatoire, mais un parcours citoyen, pour les jeunes entre 11 et 25 ans, en trois étapes :

- **Entre 11 et 16 ans**, il y aurait d'abord une **semaine annuelle et obligatoire** de la défense et de la citoyenneté. Elle se déroulerait au sein même de l'établissement scolaire, avec une certaine liberté dans l'organisation pour les chefs d'établissement.
- **Ensuite, à 16 ans**, il s'agirait d'un rite de passage, avec passeport citoyen à la clé, selon les parlementaires. Deux possibilités : soit une semaine en internat pendant les vacances scolaires, avec le même programme pour tous ; soit 7 jours en immersion au sein d'une association agréée.
- **Enfin, entre 16 et 25 ans**, c'est une incitation à l'engagement plutôt qu'une contrainte, avec pour objectif d'accompagner la montée en puissance de ce qui est déjà là (*service civique ou garde nationale*). Des aides au logement ou un tarif préférentiel dans les transports seraient proposés pour inciter les jeunes à faire ce choix, mais aussi la valorisation du parcours universitaire ou l'accès facilité à certains droits.

33. Que pense le Gouvernement ?

- Chargée de ce dossier, Mme la secrétaire d'État auprès de Mme le ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq parle d'instaurer non pas un « **service militaire universel** » mais un « **service national universel** ».
- Elle souligne la nécessité de trouver « *l'équilibre entre, d'une part, le lien armée Nation, l'esprit de l'engagement et la possibilité importante ouverte aux jeunes de se rencontrer et, d'autre part, les moyens que nous pourrions mettre en face de ces trois objectifs.* »
- « *L'abandon du service militaire paraît acté. Il y a consensus pour dire qu'il coûterait cher et ne servirait pas à grand chose* ».

Yannick Blanc, Haut-commissaire à l'engagement civique.

33a. Le rapport commandé par Édouard Philippe.

Trois scénarios sont étudiés par le rapport, expliquent Les Échos .

1. Le premier s'apparenterait à **un mois complet de formation militaire**, avec enseignement d'éducation civique et citoyenne, et activités sportives.
2. Le deuxième consisterait à **un mois « sécable »** avec une **journée de la citoyenneté élargie à cinq jours**, avec **trois semaines** dont le contenu serait à préciser.
3. Le troisième scénario, quant à lui, prendrait plutôt la forme d'un **parcours entre 16 et 20 ans**, en partenariat avec les établissements scolaires.

Ce scénario serait encadré « ***par des militaires d'active ou de réserve*** », des « ***professeurs rémunérés dans le cadre des heures complémentaires, des éducateurs sportifs*** ».

Mais le format d'un mois pose un certain nombre de questions, selon le rapport.

33a. Le rapport commandé par Édouard Philippe *(suite)*.

*« Les positions exprimées à ce jour sur le service universel d'un mois font ressortir d'importantes réserves tenant à la fois au **caractère obligatoire** de ce service, à l'importance des **moyens matériels et humains** à mobiliser pour accueillir et encadrer toute une classe d'âge, pendant plusieurs semaines, aux **doutes exprimés** sur la possibilité d'entretenir un résultat significatif, en un mois, au regard des objectifs affichés »*, écrivent les auteurs.

33b. Le gouvernement « divisé » sur le sujet. *Les pragmatiques.*

- *« Ce sera un service qui, probablement, n'aura pas un caractère obligatoire au sens où les gendarmes viendraient chercher les réfractaires. Ce sera un service qu'on cherchera à rendre attractif pour les jeunes afin qu'ils soient incités à le réaliser à la fois pour eux-mêmes, pour ce qu'ils apprendront et ce qu'ils pourront donner aux autres. »* Florence Parly, ministre des armées, le 9 février 2018.
- *« Renoncer au caractère contraignant est une bonne chose. Ce n'est pas en créant un service obligatoire qu'on va créer du vivre-ensemble. La jeunesse veut trouver du sens dans ses actes et ses choix, mais ce n'est pas en lui tordant le bras qu'elle va s'exécuter. »*

Jimmy Losfeld, FAGE, président de la FAGE, premier syndicat étudiant.

33c. Le gouvernement « divisé » sur le sujet. *Les dogmatiques.*

- *« Le président de la République [...] a une qualité, c'est la persévérance dans les idées. Aujourd'hui, on est en train de réfléchir sur la forme que cela pourrait prendre mais il a encore réaffirmé récemment qu'il voulait faire ce genre de service obligatoire ».* Édouard Philippe, Premier ministre.
- *« C'est la totalité d'une classe d'âge, c'est universel, donc les garçons et les filles, et c'est obligatoire. »*
« Le moment que représentera ce service national universel, c'est un moment de rencontre entre la jeunesse de notre pays et la nation, et en partie son armée, mais ça peut être aussi un engagement civique, comment est-ce qu'on donne de son temps utilement à la nation ».

Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement.

4. Nos Propositions *sur Boulevard Voltaire.*

41. Considérations.

- Service civique rénové et universel, considéré comme une évolution positive, conçu à budget et effectifs constants.
- En développant le thème « **Citoyenneté et Défense** » et en aménageant la constitution d'un réservoir pour la Garde nationale.
- En redéployant les existants pour ne pas créer une nouvelle « Usine à gaz ».
- En procédant avec une montée en puissance progressive, à partir d'un volontariat initial pour une demi tranche d'âge, le SNU doit être :
 - centralisé dans sa conception,
 - diversifié dans sa conduite,
 - décentralisé dans sa mise en œuvre.
- Avec une formule lapidaire :
« **efficacité et unité d'action autour d'un chef, d'une mission, des moyens** ».
 - La gouvernance doit se situer au plus haut niveau, celui du Premier ministre, garant de la cohérence.
 - Le budget doit être autonome, pour ne pas dépendre du bon-vouloir de chacun des ministères concernés qui doivent cependant être impliqués en fonction de leurs capacités (*Armées, Intérieur, Éducation nationale, Jeunesse...*).

42. Parcours citoyen.

- Ces réflexions ont abouti à l'idée de la mise en place du SNU, sous l'égide du Haut-Commissaire à l'engagement civique.
- La formation à l'esprit de défense, base de l'esprit civique, serait une mission essentielle de l'Éducation nationale sous la forme d'un « **Parcours de citoyenneté** » se déroulant tout au long de la scolarité.
- Lui succèderait une « **Semaine Défense et Citoyenneté** », universelle et seule forme obligatoire de service.
- À l'issue de cette semaine, les jeunes gens pourraient, soit s'arrêter là, soit postuler un « **volontariat** » spécifique au sein d'un des trois pôles spécialisés.
- Cependant, les étudiants reçus dans certaines grandes écoles, futures élites de la Nation, devraient recevoir une formation « **obligatoire** » d'officier sous contrat et effectuer un service en unité militaire ou de gendarmerie.

43. Organisation du service civique universel.

- Les trois pôles spécialisés :
 - **Pôle 1** : purement civil, altruiste, ouvert sur la vie sociale et associative, reprenant les missions de l'actuel service civique. Objectif : 350 000 jeunes par an.
 - **Pôle 2** : situé dans une structure militarisée, ouvert sur la promotion individuelle, professionnelle et sociale, fusionnant : ÉPIDE, SMV, éventuellement SMA. Objectif : 11 000 jeunes par an.
 - **Pôle 3** : de préparation militaire pure ouvrant sur le monde des services de Défense et de Sécurité (*armées, gendarmerie, police, pompiers, douanes, etc.*), il fournit les réservistes volontaires de ces différentes entités et de la Garde Nationale. Objectif de 85 000 jeunes pour trois ans minimum.
- L'organisation opérationnelle de ce nouvel ensemble doit privilégier le maintien des acquis et la spécificité des trois pôles envisagés. Il doit proscrire les redondances, l'éparpillement et les querelles de chapelles.
- Seule sa subordination directe au Premier ministre permettra d'appliquer ce principe stratégique fondamental « **l'économie des forces** », clé du succès et de la pérennité.

Conclusion.

- **Les points de vue politiques divergent.** Des généraux du cadre de réserve proches de l'état-major de l'armée de Terre ajoutent : « *Aux nostalgiques du service de jadis, il convient de le dire clairement : il ne s'agit en aucune manière de faire revivre une structure qui n'a plus de sens, ni d'utilité militaire, à court terme en tout cas. C'est un autre dispositif, avec d'autres objectifs.* »
- Sur lequel ils ne cachent pas leur **scepticisme** : « *Une durée de quelques semaines sera insuffisante pour modifier en profondeur comportements et habitudes, pour insuffler durablement un véritable sentiment d'appartenir à une communauté nationale dont on partage les valeurs. Tout au plus pourra-t-il donner quelques bases et permettre aux jeunes de se poser de bonnes questions sur le sens qu'ils souhaitent donner à leur vie au sein de leur pays.* »
- Rappelons qu'à ce stade aucune modalité de ce service national universel n'est connue. Un groupe de travail doit rendre ses **conclusions en avril.**

Dogmatisme *vs* Pragmatisme.

- Pour que le monde progresse, il faut que les affaires soient carrées et formalisées. Mais ça bloque.
- Alors, pour qu'il soit en marche, il faut arrondir les angles et être créatif. Et ça roule.



Chronologie et Diffusion.

- **24/09/2017.** Rapport finalisé par le groupe de travail.
- **27/10/2017.** Remise des calots au 3^o RSMV de La Rochelle.
- **16/11/2017.** Projets transmis à Union-IHEDN.
- **20/11/2017.** Rapport validé par le Comité Aunis-Saintonge.
- **25/11/2017.** Note de position validée par l'AR-18 (CoDir).
- **27/11/2017.** Envoi électronique à Madame Florence PARLY
(CEMA, SGA, DSNJ, IHEDN et Union-IHEDN).
- **11/12/2017.** Diffusion régionale (54 destinataires : *Préfets, Sénateurs, Députés, Présidents Département et Maires, Recteurs et DMD*).
- **11/12/2017.** Envoi électronique à Merchet (*ASAF, Saint-Cyrienne*).
- **08/01/2018.** Envoi électronique au groupe des « *Officiers généraux en 2^{ème} Section* » (G2S).
- **15/01/2018.** Remise du dossier à Madame Geneviève DARRIEUSSECQ.
- **15/01/2018.** Publication d'un article par la revue AQUI-IHEDN (AR1).

Chronologie et Diffusion *(suite)*.

- **18/01/2018.** Envoi électronique à Madame Geneviève DARRIEUSSECQ (4 destinataires : *Sénateur Cambon, Député Bridey, Haut-Commissaire à l'engagement civique et Agence du service civique*).
- **18/01/2018.** Envoi électronique aux députés de la « Mission d'information sur le service national universel ».
- **18/01/2018.** Envoi électronique à AA-CHEAr et à la Revue Défense Nationale (*conférence sur le service national universel*).
- **22/01/2018.** Envoi électronique au groupe IHEDN « Sessions en région ».
- **30/01/2018.** Envoi du dossier à la Revue Défense Nationale.
- **08/02/2018.** Envoi électronique à ASAF (*suite parution dossier du G2S*).
- **23/02/2018.** Envoi électronique au Général Daniel MENAOUINE, « Président de la commission sur le SNU ».
- **03/03/2018.** Publication d'un article sur le site de Boulevard Voltaire.
- **09/03/2018.** Envoi électronique aux 41 officiers généraux membres du club des « Sentinelles de l'Agora ».

Vers un Service civique rénové et universel.

Fichiers téléchargeables à l'adresse électronique suivante :

<https://view.joomag.com/vers-un-service-civique-renove-et-universel/Mo307898001506322772>

- « *Note de position sur le Service civique universel* ».
- Rapport « *Le service militaire volontaire (SMV). Peut-il générer un réservoir de forces pour la Garde nationale ?* ».
- Le dossier : *Note de position et Rapport* .

